

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau
Quebec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Network and Satellite Services Division / Division des
services de satellite et de réseaux
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III, 4C2
Gatineau
Quebec
K1A 0S5

Title - Sujet ICSS FOR NCR	
Solicitation No. - N° de l'invitation 2B0KB-130262/A	Amendment No. - N° modif. 012
Client Reference No. - N° de référence du client 20130262	Date 2012-07-18
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$SEO-017-24526	
File No. - N° de dossier 017eo.2B0KB-130262	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-07-23	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: St-Onge, Josée	Buyer Id - Id de l'acheteur 017eo
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-0576 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 934-1411
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION À L'INVITATION 012

Questions et réponses

En accord avec la modification à l'invitation 003, l'échéance pour soumettre des questions ou des demandes de renseignement était le 29 juin 2012 à midi. Le Canada ne fait aucun engagement pour fournir des réponses aux questions soumises après le 29 juin 2012.

À la Partie 1 - Renseignements généraux de la DP, Article 1.2 - Sommaire, (a) est modifié comme suit:

SUPPRIMÉ

- (a) La présente demande de soumissions est émise par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) pour Services partagés Canada (SPC) afin de satisfaire au besoin du gouvernement du Canada PBX de voix sur IP, des déplacements, les ajouts et les modifications (DAM), accessoires et pièces de rechange et les services de soutien suivants : maintenance et soutien du système, ressources de soutien, services d'installation et formation.

INSÉRÉ

- (a) La présente demande de soumissions est émise **par Services partagés Canada (SPC)** afin de satisfaire au besoin du gouvernement du Canada PBX de voix sur IP, des déplacements, les ajouts et les modifications (DAM), accessoires et pièces de rechange et les services de soutien suivants : maintenance et soutien du système, ressources de soutien, services d'installation et formation.

À la Partie 1 - Renseignements généraux de la DP, Article 1.2 - Sommaire, (c) est modifié comme suit:

SUPPRIMÉ

- (c) Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) lance la présente demande de soumission pour Services partagés Canada (SPC). Le contrat subséquent sera utilisé par SPC pour fournir des services partagés à ses clients, y compris à SPC lui-même, les institutions gouvernementales pour lesquelles les services offerts par SPC sont obligatoires et les autres organisations pour qui les services que fournit SPC sont facultatifs et qui choisissent d'y avoir recours de temps à autre. La présente demande de soumissions n'empêche pas le Canada d'utiliser une autre méthode d'approvisionnement pour les entités du

gouvernement du Canada ayant des besoins identiques ou similaires.

INSÉRÉ

- (c) Le contrat subséquent sera utilisé par les Services partagés Canada pour ces propres besoins et pour fournir des services partagés à ces clients.

À la Partie 1 - Renseignements généraux de la DP, Article 1.2 - Sommaire, (e) est modifié comme suit:

SUPPRIMÉ

- (e) Le 28 mai 2012, TPSGC a annoncé sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement qu'il avait invoqué l'exception au titre de la sécurité nationale en vertu des accords commerciaux en ce qui concerne la passation de marchés liés à la messagerie, les réseaux et les centres de données pour les Services partagés Canada. Par conséquent, cette exigence est soumise à l'exception au titre de la sécurité nationale et ce, pour ces motifs, est exclu de toutes les obligations assujetties aux accords commerciaux.

INSÉRÉ

- (e) Le 28 mai 2012, **le gouvernement du Canada** a annoncé sur le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement qu'il avait invoqué l'exception au titre de la sécurité nationale en vertu des accords commerciaux en ce qui concerne la passation de marchés liés à la messagerie, les réseaux et les centres de données pour les Services partagés Canada. Par conséquent, cette exigence est soumise à l'exception au titre de la sécurité nationale et ce, pour ces motifs, est exclu de toutes les obligations assujetties aux accords commerciaux

À la Partie 4 - Procédures d'évaluation et méthode de sélection, Article 4.1 (b) est modifié comme suit:

SUPPRIMÉ

- (b) Une équipe constituée de représentants du client et de TPSGC évaluera les soumissions au nom du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils ou à toutes personnes-ressources du gouvernement pour évaluer les soumissions. Chaque membre de l'équipe chargée de l'évaluation ne participera pas nécessairement à tous les aspects de l'évaluation.

INSÉRÉ

- (b) Une équipe constituée de représentants de **SPC** évaluera les soumissions au nom du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils ou à toutes personnes-ressources du gouvernement pour évaluer les soumissions. Chaque membre de l'équipe chargée de l'évaluation ne participera pas nécessairement à tous les aspects de l'évaluation.

À 2003 (2012/03/02) - Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, section 03 - Instructions, clauses et conditions uniformisées est modifié comme suit:

SUPPRIMÉ

Conformément à la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (L.C. 1996, ch. 16).

À la Partie 2 - Instructions à l'intention des soumissionnaires, Article 2.1 - Instructions, clauses et conditions uniformisées, (c) ajouté comme suit:

INSÉRÉ

Toutes les références à PWGSC contenu dans les Instructions uniformisées seront interprétées comme référence à SPC, à l'exception de la section 5 (2) (d).

À la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent, Article 7.4 - Clauses et conditions uniformisées ajouté comme suit:

INSÉRÉ

Toutes les références contenues dans les Conditions générales ou Conditions générales supplémentaires au ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada seront interprétés comme référence au ministre des Services partagés Canada et toutes les références du département des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada seront interprétés en tant que Services partagés Canada.

À 2030 (2012/03/02) - Conditions générales - besoins plus complexes de biens, Section 02 - Clauses et conditions uniformisées est modifié comme suit:

SUPPRIMÉ

Conformément à la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, L.C. 1996, ch. 16.

- La section 23 (5) des Conditions générales - besoins plus complexes de biens est modifiée comme suit : supprimé « Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) » inséré « Services partagés Canada (SPC) ».

À 4003 (2010/08/16) - Logiciels sous licence, Section 08 - Logiciel sous licence - transfert est modifié comme suit:

SUPPRIMÉ

La licence permettant l'utilisation du logiciel sous licence en vertu du contrat est transférable par le Canada à tout appareil ou client, s'il y a lieu, ou à tout ministère, société ou organisme du gouvernement du Canada, au sens défini par la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C. 1985, ch. F-11, modifiée de temps à autre, ou toute autre partie au nom de laquelle le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux est autorisé à agir en vertu de l'article 16 de la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, L.C. 1996, ch. 16, pourvu que le Canada informe l'entrepreneur du transfert dans un délai de trente (30) jours suivant le transfert. Aux fins de cet article, dans le cas d'un transfert d'une licence d'entité, cette licence sera limitée au nombre d'utilisateurs faisant partie du ministère, de la société, de l'organisme ou autre partie avant le transfert.

INSÉRÉ

La licence permettant l'utilisation du logiciel sous licence en vertu du contrat est transférable par le Canada à tout appareil ou client, s'il y a lieu, ou à tout ministère, société du gouvernement du Canada **ou aux sociétés d'État**, au sens défini par la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R.C.1985, ch. F-11, modifiée de temps à autre, ou toute autre partie au nom de laquelle le ministère des **Services partagés Canada** est autorisé à agir en vertu de **l'article 8** de la Loi sur les **Services partagés Canada**, pourvu que le Canada informe l'entrepreneur du transfert dans un délai de trente (30) jours suivant le transfert. Aux fins de cet article, dans le cas d'un transfert d'une licence d'entité, cette licence sera limitée au nombre d'utilisateurs faisant partie du ministère, de la société, de l'organisme ou autre partie avant le transfert.